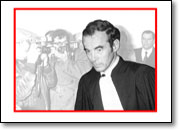
[**Peine de mort**](http://www.franska.be/exercices/exercices3/gaultier/peinedemorttexte.htm)**;** [**pdf**](http://www.franska.be/exercices/exercices3/gaultier/peinedemorttexte.pdf)**;** [**doc**](http://www.franska.be/exercices/exercices3/gaultier/peinedemorttexte.docx)  
En février dernier, le Sénat et l’Assemblée Nationale ont procédé à une modification de la constitution française. En effet, l’abolition de la peine de mort a été introduite au sein même du texte.  
  
Occasion pour Elsa Clairon de présenter à nos amis allemands un moment très fort de la vie parlementaire française.  
  
Nous sommes à l’Assemblée Nationale le 17 septembre 1981. Quelques mois plus tôt, François Mitterrand a été élu président de la République. Le candidat socialiste avait fait de l’abolition de la peine de mort l’un des thèmes forts de sa campagne. Dès son élection, le projet de loi est mis en chantier et c’est le garde des sceaux, Robert Badinter, qui va défendre ce projet.  
  
Robert Badinter est avocat, un avocat très réputé en France notamment pour le combat qu’il mène sans relâche depuis 10 ans contre la peine de mort.  
  
**Mais pourquoi se sent-il investi par cette mission ?**  
En 1972, à Troyes, aux Assises de l’Aube, Badinter défend Roger Bontems. Lors d’une tentative d’évasion, Bontems et son co-accusé Claude Buffet ont tué un surveillant et une infirmière. En fait, seul Buffet a du sang sur les mains, mais les deux hommes sont condamnés à mort. Badinter n’obtient pas la grâce de son client Bontems. L’exécution a lieu le 28 novembre, à l’aube, à Paris, dans la cour de la prison de la Santé. Badinter n’oubliera jamais « le claquement sec de la lame sur le butoir » et l’injustice d’avoir vu guillotiner un homme qui n’avait tué personne. Désormais, « l’abolition sera sa cause ».  
  
Quelques années plus tard, Robert Badinter est l’avocat de Patrick Henry qui a enlevé et assassiné un enfant de 8 ans. Dans une plaidoirie restée célèbre, Badinter fait délibérément de ce procès celui de la peine de mort : « On prend un homme vivant et on le coupe en deux morceaux, c’est ça guillotiner ». Il évite la peine de mort à son client. Désormais, Badinter devient l’avocat des condamnés à mort qui font appel de leur jugement.  
  
Et le voici donc, ce 17 septembre 1981, devant l’Assemblée nationale :



J’ai l’honneur, au nom du gouvernement de la République, de demander à l’Assemblée Nationale l’abolition de la peine de mort en France.

Il dira plus tard : « prononcer cette phrase, dans ma vie, ça a été quelque chose d’immense ».  
  
Il faut rappeler qu’en 1981, la France est le dernier pays d’Europe occidentale à ne pas avoir aboli la peine de mort, soit par loi ou décret, soit dans la pratique. Rappelons pour mémoire qu’en Allemagne de l’Ouest, l’interdiction de la peine de mort est inscrite dans la Loi fondamentale de 1949.  
  
Mais revenons au débat :  
« …est-ce que en quoi que ce soit, si ces trois hommes se trouvaient à cet instant dans les prisons françaises, la sécurité, la sûreté de nos concitoyens se trouveraient de quelque façon que ce soit compromises ? C’est cela, la vérité et la mesure exacte de la peine de mort. C’est simplement cela. »

**Le débat est houleux.**  
Les opposants réclament un référendum. Pourquoi ? Parce qu’ils savent qu’en 1981, les sondages sont formels, 67% des Français sont favorables à la peine de mort.  
Voilà pourquoi ce débat est fondamental dans la vie de la démocratie française : Badinter appelle les députés à se prononcer contre l’avis majoritaire de leurs concitoyens, c’est-à-dire à prendre pleinement leurs responsabilités de législateurs.  
  
« Demain, voyez-vous, demain, grâce à vous, la justice française ne sera plus une justice qui tue. Demain, grâce à vous, il n’y aura plus pour notre honte commune des exécutions furtives, à l’aube, sous le dais noir, dans les prisons françaises. Demain, les pages sanglantes de notre justice seront tournées. »  
  
La plaidoirie de cet avocat devenu ministre est empreinte d’humanité et de dignité. En voici les derniers mots : « A cet instant, j'ai le sentiment plus qu'à aucun autre d'assumer au sens ancien, au sens noble, le plus noble qui soit le mot de ministère, c'est le"service", j’ai le sentiment de l’assumer. Demain, c’est l'abolition. Législateur français, de tout mon coeur, je vous remercie. »

La loi sera adoptée le lendemain par 363 voix contre 117. Plusieurs députés de droite se sont donc prononcés pour cette loi.  
  
Robert Badinter a gagné le combat d’une vie. Et il restera auréolé par les mots qu’il a su choisir, loin de l’esprit de polémique. Robert Badinter acquiert désormais en France le statut de « sage ».  
  
Et c’est cette loi qui, par le souhait de Jacques Chirac, est devenue maintenant partie intégrante de la Constitution française.



QUESTIONS SUR LA PEINE DE MORT

|  |  |
| --- | --- |
| 1 | qui est président en France en 1981? |
| 2 | que se passe-t-il le 18 septembre 1981 en France? |
| 3 | qui est Robert Badinter? quelle est sa profession? pour quelle cause lutte-t-il? |
| 4a | depuis quelle année mène-t-il cette lutte? |
| 4b | que s’est-il passé cette année? |
| 5 | comment sont mortes ces deux personnes? |
| 6 | quel crime entre autres a commis Patrick Henry? |
| 7 | quel pays a été le dernier d’Europe occidentale à abolir la peine de mort? |
| 8 | en 1981 comment est l’opinion? les Français sont-ils pour ou contre la peine de mort? |
| 9 | que veulent les ennemis de Badinter? |
| 10 | Robert Badinter, que fait-il le 17 septembre 1981? |
| 11 | quel est le résultat des votes à l’Assemblée? |
| 12 | en principe qui est pour et contre la peine de mort côté politique (gauche-droite)? |
| 13 | et toi, qu’en penses-tu? |